

Banque Laurentienne Groupe Financier déclare ses résultats pour 2019

L'information financière présentée dans le présent document est fondée sur l'information consolidée résumée intermédiaire (non auditee) pour le trimestre clos le 31 octobre 2019 et les états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 31 octobre 2019, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Tous les montants sont libellés en dollars canadiens. La Banque Laurentienne du Canada et ses entités sont collectivement désignées sous le nom de « Banque Laurentienne Groupe Financier » (le « Groupe » ou la « Banque ») et offrent des produits ou services en matière de dépôt, d'investissement, de prêt, de valeurs mobilières, de fiducie et autres. Le rapport annuel 2019 de la Banque (qui comprend les états financiers consolidés audités et le rapport de gestion connexe) sera accessible aujourd'hui sur le site Web de Banque Laurentienne Groupe Financier, à l'adresse www.blcfg.ca, et sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

François Desjardins, président et chef de la direction, a fait les commentaires suivants sur les résultats pour 2019 : « En 2019, nous avons progressé sur plusieurs initiatives stratégiques : nous avons changé notre système bancaire central, nous avons converti nos succursales pour les concentrer à 100 % sur le conseil financier et nous avons lancé des produits numériques afin de répondre aux besoins bancaires personnels des Canadiens. Tous ceux qui le désirent peuvent maintenant ouvrir de manière automatisée et immédiate des comptes chèques, d'épargne à intérêt élevé et des certificats de placement garanti à partir de leurs appareils mobiles ». « L'événement le plus significatif de l'année est l'établissement d'un nouvel environnement de relations de travail. L'équipe a mené avec détermination des négociations syndicales difficiles et coûteuses qui ont abouti en une unité de négociation redéfinie et la ratification d'une nouvelle convention collective. Il s'agit d'un changement fondamental stratégique, car rien n'est plus stratégique qu'une culture de la performance ». « La transformation se poursuit, mais la partie difficile touche à sa fin. 2020 sera l'année au cours de laquelle nous terminerons des initiatives majeures et nous nous concentrerons sur la croissance afin que nous soyons bien positionnés pour atteindre nos objectifs à moyen terme. 2020 mettra aussi la table pour l'année 2021 – année de notre 175 e anniversaire – qui marquera le début d'une nouvelle ère pour BLCGF », a conclu M. Desjardins. Faits saillants de 2019 Revenu total de 968,5 millions \$, en baisse de 7 % d'un exercice à l'autre Résultat net ajusté (1) de 193,2 millions \$, en baisse de 20 % d'un exercice à l'autre, et résultat net comme présenté de 172,7 millions \$, en baisse de 23 % d'un exercice à l'autre Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté (1) de 7,9 %, et rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 7,0 % Ratio d'efficacité ajusté (1) de 72,3 % et ratio d'efficacité comme présenté de 75,0 % Marge nette d'intérêt en hausse de 3 points de base d'un exercice à l'autre Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 9,0 % Ratification de la nouvelle convention collective Faits saillants du quatrième trimestre 2019 Résultat net ajusté (1) de 48,0 millions \$ et résultat net comme présenté de 41,3 millions \$ Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté (1) de 7,8 % et rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté de 6,6 % Ratio d'efficacité ajusté (1) de 71,2 % et ratio d'efficacité comme présenté de 74,8 % Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 9,0 % Lancement de notre offre de services numériques Pour les trimestres clos les Pour les exercices clos les En millions de dollars canadiens, sauf les données par action et les pourcentages (non audité) 31 octobre 2019 31 octobre 2018 Variation 31 octobre 2019 31 octobre 2018 Variation Comme présenté Résultat net 41,3 \$ 50,8 \$ (19) % 172,7 \$ 224,6 \$ (23) % Résultat dilué par action 0,90 \$ 1,13 \$ (20) % 3,77 \$ 5,10 \$ (26) % Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires 6,6% 8,4% 7,0% 9,7% Ratio d'efficacité 74,8% 69,0% 75,0% 68,7% Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires 9,0% 9,0% Base ajustée (1) Résultat net ajusté 48,0 \$ 54,3 \$ (12) % 193,2 \$ 241,6 \$ (20) % Résultat dilué par action ajusté 1,05 \$ 1,22 \$ (14) % 4,26 \$ 5,51 \$ (23) % Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté 7,8% 9,0% 7,9% 10,5% Ratio d'efficacité ajusté 71,2% 67,2% 72,3% 66,7% (1) Certaines mesures présentées dans le présent document ne tiennent pas compte des montants désignés comme étant des éléments d'ajustement et constituent des mesures non conformes aux PCGR. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour plus de précisions. MONTRÉAL, 04 déc. 2019 (GLOBE NEWSWIRE) - - Banque Laurentienne Groupe Financier a déclaré un résultat net de 41,3 millions \$ et un résultat dilué par action de 0,90 \$ pour le quatrième trimestre 2019, comparativement à un résultat net de 50,8 millions \$ et un résultat dilué par action de 1,13 \$ pour le quatrième trimestre 2018. Le rendement des

capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 6,6 % pour le quatrième trimestre 2019, par rapport à 8,4 % pour le quatrième trimestre 2018. Sur une base ajustée, le résultat net s'est établi à 48,0 millions \$ et le résultat dilué par action s'est établi à 1,05 \$ pour le quatrième trimestre 2019, en baisse respectivement de 12 % et 14 % par rapport à un résultat net de 54,3 millions \$ et un résultat dilué par action de 1,22 \$ pour le quatrième trimestre 2018. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 7,8 % pour le quatrième trimestre 2019, par rapport à 9,0 % pour la période correspondante de 2018. Les résultats comme présentés incluent des éléments d'ajustement qui sont décrits à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et indicateurs clés de performance ». Pour l'exercice clos le 31 octobre 2019, le résultat net s'est établi à 172,7 millions \$ et le résultat dilué par action, à 3,77 \$, comparativement à un résultat net de 224,6 millions \$ et un résultat dilué par action de 5,10 \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2018. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 7,0 % pour l'exercice clos le 31 octobre 2019, comparativement à 9,7 % pour l'exercice clos le 31 octobre 2018. Sur une base ajustée, le résultat net s'est établi à 193,2 millions \$ et le résultat dilué par action, à 4,26 \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2019, ce qui représente respectivement une baisse de 20 % par rapport au résultat net ajusté de 241,6 millions \$ et une baisse de 23 % par rapport au résultat dilué par action ajusté de 5,51 \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2018. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté s'est établi à 7,9 % pour l'exercice clos le 31 octobre 2019, comparativement à 10,5 % pour l'exercice précédent. Les résultats comme présentés incluent des éléments d'ajustement qui sont décrits à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et indicateurs clés de performance ». Faits saillants Pour les trimestres clos les Pour les exercices clos les Aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates (En milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire) 31 octobre 2019 31 juillet 2019 Variation 31 octobre 2018 Variation 31 octobre 2019 31 octobre 2018 Variation Résultats d'exploitation Revenu total 241 638 \$ 244 653 \$ (1) % 255 857 \$ (6) % 968 510 \$ 1 043 410 \$ (7) % Résultat net 41 343 \$ 47 798 \$ (14) % 50 801 \$ (19) % 172 710 \$ 224 646 \$ (23) % Résultat net ajusté (1) 47 966 \$ 51 882 \$ (8) % 54 344 \$ (12) % 193 227 \$ 241 560 \$ (20) % Performance opérationnelle Résultat dilué par action 0,90 \$ 1,05 \$ (14) % 1,13 \$ (20) % 3,77 \$ 5,10 \$ (26) % Résultat dilué par action ajusté (1) 1,05 \$ 1,15 \$ (9) % 1,22 \$ (14) % 4,26 \$ 5,51 \$ (23) % Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires 6,6% 7,8% 8,4% 7,0% 9,7% Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté (1) 7,8% 8,5% 9,0% 7,9% 10,5% Marge nette d'intérêt 1,84% 1,85% 1,77% 1,81% 1,78% Ratio d'efficacité 74,8% 72,7% 69,0% 75,0% 68,7% Ratio d'efficacité ajusté (1) 71,2% 70,6% 67,2% 72,3% 66,7% Levier d'exploitation (2,9) % 4,9% 3,9% (8,5) % 0,7% Levier d'exploitation ajusté (1) (0,9) % 4,0% 3,4% (7,8) % (0,9) % Situation financière (millions \$) Prêts et acceptations 33 667 \$ 33 887 \$ (1) % 34 395 \$ (2) % Actif total 44 353 \$ 44 337 \$ —% 45 895 \$ (3) % Dépôts 25 653 \$ 26 616 \$ (4) % 28 007 \$ (8) % Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires 2 303 \$ 2 293 \$ —% 2 260 \$ 2% Principaux inducteurs de croissance (millions \$) Prêts aux clients commerciaux 12 966 \$ 12 868 \$ 1% 12 036 \$ 8% Prêts à des particuliers (2) 20 700 \$ 21 019 \$ (2) % 22 359 \$ (7) % Dépôts des clients (3) 22 518 \$ 22 881 \$ (2) % 24 410 \$ (8) % Ratios de fonds propres réglementaires selon Bâle III Ratio des fonds propres de catégorie 1 (CET1) sous forme d'actions ordinaires (4) 9,0% 9,0% 9,0% Actif pondéré en fonction des risques liés aux CET1 (millions \$) 20 407 \$ 20 445 \$ 20 239 \$ Qualité du crédit Prêts dépréciés bruts en pourcentage des prêts et des acceptations 0,52% 0,59% 0,53% Prêts dépréciés nets en pourcentage des prêts et des acceptations 0,40% 0,45% 0,42% Provisions pour pertes sur créances en pourcentage des prêts et des acceptations 0,15% 0,14% 0,20% 0,13% 0,12% Renseignements sur les actions ordinaires Cours de l'action – Clôture (5) 45,30 \$ 45,41 \$ —% 41,56 \$ 9% 45,30 \$ 41,56 \$ 9% Ratio cours / résultat (quatre derniers trimestres) 12,0x 11,3x 8,1x 12,0x 8,1x Valeur comptable par action 54,02 \$ 54,00 \$ —% 53,72 \$ 1% 54,02 \$ 53,72 \$ 1% Dividendes déclarés par action 0,66 \$ 0,66 \$ —% 0,64 \$ 3% 2,62 \$ 2,54 \$ 3% Rendement de l'action 5,8% 5,8% 6,2% 5,8% 6,1% Ratio du dividende versé 73,5% 62,7% 56,5% 69,3% 49,6% Ratio du dividende versé ajusté (1) 62,6% 57,4% 52,6% 61,4% 45,9% Autres renseignements Nombre d'employés en équivalent temps plein 3 256 3 318 3 642 Nombre de Cliniques financières 88 88 96 Nombre de guichets automatiques (6) 197 206 222 (1) Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR ». (2) Y compris les prêts à des particuliers et les prêts hypothécaires résidentiels. (3) Y compris les dépôts de particuliers obtenus par l'intermédiaire des Cliniques financières, par le biais de conseillers et de courtiers et l'offre numérique directe aux clients, ainsi que les dépôts de clients commerciaux. (4) Calculé au moyen de l'approche standard pour évaluer le risque de crédit et le risque opérationnel. (5) Cours de clôture à la Bourse de Toronto (TSX). (6) Grâce à notre partenariat avec le réseau THE EXCHANGEMD, les clients ont accès à plus de 3 600 guichets automatiques au Canada. Cibles de performance à moyen terme Les cibles de performance à moyen terme de la Banque et sa performance en 2019 sont présentées dans le tableau ci-après. Compte tenu de nos réalisations importantes de 2019 au chapitre de la mise en place du système bancaire central, de la conversion de l'ensemble de nos succursales traditionnelles en Cliniques financières 100 % Conseil, du lancement de services numériques et de la ratification de la nouvelle convention collective, nous sommes convaincus que nous pouvons atteindre nos cibles. Toutefois, en raison du contexte de relations de travail de 2019 et de son incidence sur la performance de l'exercice considéré, décrite ci-

après, nous reportons l'atteinte de nos cibles d'un an, soit à 2022. De plus, les inducteurs de croissance ont été ajustés pour refléter la nouvelle segmentation des activités. Les cibles de performance à moyen terme dépendent d'un certain nombre d'hypothèses, comme il en est question à la rubrique « Perspectives » de notre rapport annuel 2019. CIBLES DE PERFORMANCE À MOYEN TERME POUR 2021 ET PERFORMANCE EN 2019 (En milliards de dollars canadiens, sauf les données par action et les pourcentages) Cibles à moyen 2019 2018 Variation 2019/2018 terme pour 2021 (1) Performance financière ajustée (2) Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté Réduction de l'écart à 250 pb (3) 7,9% 10,5% Écart actuel à 790 pb Ratio d'efficacité ajusté < 63 % 72,3% 66,7% 5,6% Résultat dilué par action ajusté Croissance de 5 % à 10 % annuellement 4,26 \$ 5,51 \$ (23) % Levier d'exploitation ajusté Positif (7,8) % (0,9) % n. s. Principaux inducteurs de croissance Prêts aux clients commerciaux Croissance, pour atteindre 16,0 G\$ 13,0 \$ 12,0 \$ 8% Prêts hypothécaires résidentiels Croissance, pour atteindre 19,0 G\$ 16,0 \$ 17,0 \$ (6) % Dépôts des clients (4) Croissance, pour atteindre 28,0 G\$ 22,5 \$ 24,4 \$ (8) % (1) Cibles à moyen terme, telles qu'elles ont été établies dans le rapport annuel 2018. (2) Les objectifs financiers pour 2021 sont fondés sur des mesures non conformes aux PCGR qui excluent les éléments d'ajustement liés aux plans de restructuration et aux regroupements d'entreprises. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et indicateurs clés de performance ». (3) En comparaison des principales banques canadiennes; la Banque ayant recours à l'approche fondée sur les notations internes avancée pour évaluer le risque de crédit et à l'approche standard pour évaluer le risque opérationnel. L'écart actuel est fondé sur la moyenne des principales banques canadiennes pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019. (4) Y compris les dépôts obtenus par l'intermédiaire des Cliniques financières, par le biais de conseillers et des courtiers et des clients commerciaux. Performance en 2019 Tout au long de l'exercice, alors que la mise en œuvre de nos initiatives stratégiques progressait, nous avons maintenu une situation de fonds propres solide. En outre, au cours du premier semestre de l'exercice, nous avons engagé des coûts considérables pour atténuer les risques liés à un conflit de travail éventuel, y compris ceux liés au maintien de liquidités élevées et aux frais juridiques et de main-d'œuvre additionnels. L'incertitude suscitée par notre environnement de relations de travail a nui aux activités de développement des affaires et a entraîné le report des mesures d'amélioration de l'efficience des processus. Grâce à la conclusion de la nouvelle convention collective, nous disposons dorénavant des bonnes conditions pour relancer la croissance dans le secteur d'activité Particuliers. Notre secteur Services aux entreprises a pour sa part enregistré de nouveau un rendement robuste. Notre vaste expertise et nos solides relations dans les segments de financement immobilier, de services bancaires commerciaux et de financement d'équipement et d'inventaires portent leurs fruits. Les prêts aux clients commerciaux ont augmenté de 8 %, ou 9 % compte tenu de l'ajustement lié à la vente d'un portefeuille de prêts totalisant 105 millions \$ au premier trimestre 2019, ce qui est en général conforme aux objectifs que nous nous étions fixé à l'exercice précédent. Cette croissance robuste a contribué positivement au résultat. Parallèlement, les revenus de notre segment de financement institutionnel ont subi les répercussions de l'instabilité du marché. Par conséquent, les indicateurs de performance de 2019 ont également été touchés. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté s'est établi à 7,9 % en 2019, par rapport à 10,5 % à l'exercice 2018, tandis que l'écart de rendement des capitaux propres par rapport à la moyenne des principales banques canadiennes s'est creusé. Le ratio d'efficacité ajusté de 72,3 % atteint en 2019 est en hausse par rapport à celui de 2018 en raison des revenus moins élevés et, dans une moindre mesure, des coûts d'exploitation additionnels. Le résultat dilué par action ajusté de 4,26 \$ en 2019 a baissé de 23 % d'un exercice à l'autre, essentiellement pour les mêmes raisons que celles énoncées ci-dessus. CIBLES DE PERFORMANCE À MOYEN TERME POUR 2022 (En milliards de dollars canadiens, sauf les données par action et les pourcentages) Cibles de performance pour 2022 2019 Performance financière ajustée (1) Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté Réduction de l'écart à 250 pb (2) 7,9% Ratio d'efficacité ajusté < 63 % 72,3% Résultat dilué par action ajusté Croissance de 5 % à 10 % annuellement 4,26 \$ Levier d'exploitation ajusté Positif (7,8) % Principaux inducteurs de croissance Prêts aux clients commerciaux Croissance, pour atteindre 17,5 G\$ 13,0 \$ Prêts à des particuliers (3) Croissance, pour atteindre 22,5 G\$ 20,7 \$ Dépôts des clients (4) Croissance, pour atteindre 26,0 G\$ 22,5 \$ (1) Les objectifs financiers pour 2022 sont fondés sur des mesures non conformes aux PCGR qui excluent les éléments d'ajustement liés aux plans de restructuration et aux regroupements d'entreprises. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et indicateurs clés de performance ». (2) En comparaison des principales banques canadiennes; la Banque ayant recours à l'approche fondée sur les notations internes avancée pour évaluer le risque de crédit et à l'approche standard pour évaluer le risque opérationnel. (3) Y compris les prêts personnels et les prêts hypothécaires résidentiels. (4) Y compris les dépôts de particuliers obtenus par l'intermédiaire des Cliniques financières, par le biais de conseillers et de courtiers et l'offre numérique directe aux clients, ainsi que les dépôts des clients commerciaux. Nouvelles cibles à moyen terme Cibles de performance Comme il est indiqué au tableau qui précède, l'objectif en ce qui a trait au rendement des capitaux propres demeure de réduire l'écart par rapport aux principales banques, pour le ramener à 250 points de base en 2022. Puisque nous avons l'intention d'adopter l'approche fondée sur les notations internes avancée en matière de risque de crédit en 2022, cet écart tient compte des retombées

positives initiales que nous procurera le redéploiement graduel des fonds propres. Nous ciblons également un ratio d'efficacité inférieur à 63 % en 2022, plutôt qu'en 2021 comme il était prévu au dernier exercice, et nous continuons de viser un levier d'exploitation positif. Enfin, nous nous sommes fixé comme objectif d'enregistrer à moyen terme un taux de croissance annuel du résultat dilué par action ajusté de 5 % à 10 %. Nous réitérons plus que jamais notre engagement à réaliser notre plan stratégique et à nous efforcer de réaliser notre but ultime, qui est d'améliorer la performance de la Banque et d'atteindre un niveau de rentabilité similaire à celui des principales banques canadiennes.

Cibles de croissance Le secteur Services aux entreprises devrait poursuivre sur la voie de la croissance rentable. Comme il est indiqué dans le tableau qui précède, il est maintenant prévu que les prêts aux clients commerciaux s'établiront à 17,5 milliards \$ en 2022, ce qui témoigne de notre décision de privilégier les prêts aux clients commerciaux à rendement plus élevé pour ce portefeuille ainsi que des occasions qui s'offrent à nous alors que nous tirons parti de nos investissements. La croissance annuelle au cours des trois prochains exercices devrait atteindre 10 %. Par ailleurs, en ce qui concerne le nouveau secteur Particuliers, et conformément à notre objectif de relancer la croissance des prêts personnels et des prêts hypothécaires, nous établissons une nouvelle cible de croissance des prêts aux particuliers, qui devraient atteindre 22,5 milliards \$ en 2022. Enfin, nous révisons notre objectif de croissance des dépôts de particuliers, qui devraient s'établir à 26,0 milliards \$ en 2022.

Plan stratégique En novembre 2015, nous avons lancé un plan septennal visant à faire de la Banque une banque meilleure et différente afin de tirer profit des avancées technologiques et de la globalisation des services bancaires et de mieux répondre aux besoins de nos clients. Pour y parvenir, nous avons priorisé trois objectifs stratégiques : renforcer nos fondations, investir dans la croissance rentable et améliorer la performance financière. Nous nous efforçons de mener à bien ces objectifs stratégiques, notre but ultime étant d'améliorer la performance de la Banque et d'atteindre un niveau de rentabilité semblable à celui des principales banques canadiennes une fois achevée la mise en œuvre de l'approche fondée sur les notations internes avancée. Ainsi, en 2019, nous avons continué d'investir dans nos employés, nos processus et notre technologie. Tout au long de l'exercice, nous avons réalisé des progrès importants au chapitre de nos initiatives clés, comme il est décrit ci-après.

Nous avons également avancé la mise en œuvre de notre plan d'affaires en enregistrant une solide croissance rentable des activités de financement d'équipement et d'inventaires, ainsi que de financement immobilier. Nous continuerons de faire croître ces segments pour améliorer la rentabilité et la diversification de la Banque.

Nouvelle convention collective Au début de l'exercice, pour faire progresser la mise en œuvre du plan stratégique et améliorer l'environnement de relations de travail dans un horizon à long terme, nous avons affecté en priorité des ressources à la résolution de la situation relative à la convention collective. Selon nous, il s'agissait d'une condition préalable à l'amélioration de notre capacité de servir nos clients et de réaliser des gains d'efficacité sur le plan des processus. La conclusion de la nouvelle convention collective en mars 2019, ainsi que la modification de la composition de l'unité de négociation de la convention collective, qui couvre maintenant presque exclusivement les postes de service à la clientèle du Québec, renforcent notre fondation et devraient améliorer la performance financière de la Banque. À la fin d'avril, nous avons également commencé à optimiser certaines fonctions administratives, d'octroi de crédit et de recouvrement qui soutiennent principalement les Cliniques financières. Parallèlement, nous avons conclu certaines ententes d'impartition pour générer des économies. Au troisième trimestre 2019, nous avons réduit nos liquidités, diminué nos frais juridiques et autres frais de main-d'œuvre, et réaffecté les membres de l'équipe à des tâches plus prioritaires et génératrices de revenus. Nous avions antérieurement indiqué que, sur une base annuelle, la normalisation des liquidités permettrait d'améliorer de 7,0 millions \$ le revenu net d'intérêt, et que la réduction des frais juridiques et de main-d'œuvre retrancherait 3 millions \$ aux frais autres que d'intérêt. Ces éléments ont été réalisés au cours du deuxième semestre 2019.

Mise à jour sur les initiatives clés Système bancaire central La Banque a fait considérablement progresser la mise en œuvre d'un plan pluriannuel visant le remplacement de son système bancaire central. La nouvelle plateforme de gestion des comptes offre les outils nécessaires pour améliorer notre offre de produits et faire progresser la transformation au modèle bancaire numérique. Pendant la période de transition, nous exploitons en simultané les plateformes pour nos systèmes bancaires centraux. Le programme a été lancé en 2016, tandis que les premières migrations de produits et de comptes ont été effectuées en novembre 2017 et en septembre 2018 pour ce qui est respectivement du portefeuille de prêts à l'investissement et des produits de dépôt obtenus par l'intermédiaire du canal des conseillers et des courtiers. Au début de 2019, nous avons effectué la migration des produits restants du canal des conseillers et des courtiers et de la plupart des prêts des Services aux entreprises vers la nouvelle plateforme, ce qui a conclu la phase 1 du programme. La phase 2 visera tous les comptes et produits des Cliniques financières, ainsi que les quelques produits restants des Services aux entreprises. Nous prévoyons avoir achevé la phase 2 en décembre 2020, lorsque tous les produits auront migré de l'ancienne plateforme vers la nouvelle plateforme. Dès lors, nous pourrons amorcer la mise hors service de l'ancien système. Le coût total du programme devrait atteindre environ 200 millions \$, ce qui est relativement conforme à l'estimation initiale. La phase 1, laquelle englobe les bases de la plupart des activités de la Banque, est terminée et un total d'environ 180 millions \$ a été investi.

Transition des activités des Cliniques financières et mesures d'efficacité Au

début de l'exercice 2016, nous avons annoncé notre plan stratégique, qui comprend l'optimisation et la simplification du réseau de succursales au Québec. Cette stratégie nous a amené àachever, en septembre 2019, la transition de la totalité de nos succursales traditionnelles vers des Cliniques financières 100 % Conseil, où les clients peuvent obtenir des conseils financiers. Pour les opérations de base, notamment les paiements de factures, les dépôts, les retraits et les transferts de fonds, les clients ont accès en tout temps à des plateformes électroniques et en ligne. Ce virage a été soigneusement planifié avec tous nos clients pour assurer une transition harmonieuse vers notre nouveau modèle. L'atteinte de ce jalon marque une nouvelle phase prometteuse pour nos Cliniques financières au Québec dont la priorité sera la croissance. Nos employés sont engagés envers notre mission qui est d'aider nos clients à améliorer leur santé financière. À la fin du mois de février 2019, nous avons annoncé des mesures en vue de réduire davantage les coûts, notamment en réduisant l'effectif au moyen de l'attrition, du départ anticipé à la retraite et de réductions de postes ciblées. La transformation de nos succursales traditionnelles en Cliniques financières et l'optimisation de certaines fonctions administratives nous ont permis de réaliser la majorité des réductions de coûts prévues. Le reste des synergies et des réductions de coûts devrait se concrétiser graduellement d'ici la fin du premier semestre 2020. Une fois leur mise en œuvre achevée, les mesures annoncées devraient générer des économies totales de 15 à 20 millions \$ annuellement. Services numériques Après avoir achevé la phase 1 de la mise en œuvre de notre système bancaire central en janvier 2019, nous nous sommes concentrés sur le développement de nos nouveaux services numériques offerts directement à la clientèle. Ces nouveaux services ont commencé à être offerts progressivement aux conseillers et courtiers au quatrième trimestre 2019. En outre, au début de l'exercice 2020, nous avons lancé des services numériques offerts directement à la clientèle sous la marque BLC Numérique. Au cours du prochain exercice, nous prévoyons poursuivre l'amélioration de l'expérience client par l'ajout de fonctionnalités, de transactions et de produits à l'offre de services. Approche fondée sur les notations internes avancée en matière de risque de crédit Dans le cadre de notre plan visant à améliorer les fondations de la Banque, nous poursuivons notre initiative d'adopter l'approche fondée sur les notations internes avancée en matière de risque de crédit. Une fois l'adoption de l'approche menée à terme, celle-ci permettra à la Banque d'optimiser ses fonds propres réglementaires, d'améliorer sa rentabilité et de bénéficier de règles du jeu uniformes en matière de souscription de crédit, puisque la Banque sera en mesure d'établir ses exigences en matière de fonds propres sur la même base que celles de ses pairs du secteur. À la fin de 2013, la Banque a pris la décision de mettre en suspens le développement lié à l'approche fondée sur les notations internes avancée ainsi que l'adoption de celle-ci du fait de l'incertitude entourant cette approche à l'échelle internationale. Toutefois, plusieurs éléments fondamentaux afférents à cette adoption de l'approche ont été intégrés aux activités et aux systèmes de la Banque, et ils contribuent à améliorer les processus de celle-ci. Compte tenu des indications positives, la Banque a renouvelé son engagement de poursuivre le projet lié à l'approche fondée sur les notations internes avancée au début de 2016, et elle a défini un programme complet pour la réalisation des étapes restantes en vue d'adopter cette approche. L'objectif de la Banque consiste à obtenir son agrément pour l'utilisation de cette approche en 2022, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation. Le coût total du projet lié à l'approche fondée sur les notations internes avancée devrait atteindre un montant de 105 millions \$, dont environ 76 millions \$ ont été investis à ce jour. Résultats consolidés Mesures non conformes aux PCGR La direction utilise à la fois les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et des mesures non conformes aux PCGR afin d'évaluer la performance de la Banque. Les résultats préparés conformément aux PCGR sont désignés comme étant des résultats « comme présentés ». Les mesures non conformes aux PCGR présentées dans le présent document sont dites des mesures « ajustées » et ne tiennent pas compte de certains montants désignés comme étant des éléments d'ajustement. Les éléments d'ajustement se rapportent aux plans de restructuration ainsi qu'à des regroupements d'entreprises et ont été désignés comme tels du fait que, selon la direction, ils ne reflètent pas la performance sous-jacente de ses activités. Les mesures non conformes aux PCGR permettent aux lecteurs de mieux comprendre comment la direction analyse les résultats de la Banque et d'apprécier la performance sous-jacente de ses activités et des tendances connexes. Les mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR et peuvent difficilement être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Le tableau suivant présente les éléments d'ajustement et leur incidence sur les résultats comme présentés. INCIDENCE DES ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT SUR LES RÉSULTATS COMME PRÉSENTÉS Pour les trimestres clos les Pour les exercices clos les En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité) 31 octobre 2019 31 juillet 2019 31 octobre 2018 31 octobre 2019 31 octobre 2018 Incidence sur le résultat avant impôts sur le résultat Résultat avant impôts sur le résultat comme présenté 47 926 \$ 54 359 \$ 61 325 \$ 196 165 \$ 280 333 \$ Éléments d'ajustement, avant impôts sur le résultat Charges de dépréciation et de restructuration (1) Indemnités de départ 1 735 972 925 6 474 925 Autres charges de restructuration 3 696 830 107 6 205 5 019 5 431 1 802 1 032 12 679 5 944 Éléments liés aux regroupements d'entreprises Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis (2) 284 336 495 1 452 2 296 Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (3) 3 416 3 426 3 366 13 711 12 705 Autres frais liés aux regroupements d'entreprises (4) — — — 2 357

3 700 3 762 3 861 15 163 17 358 9 131 5 564 4 893 27 842 23 302 Résultat avant impôts sur le résultat ajusté 57 057 \$ 59 923 \$ 66 218 \$ 224 007 \$ 303 635 \$ Incidence sur le résultat net Résultat net comme présenté 41 343 \$ 47 798 \$ 50 801 \$ 172 710 \$ 224 646 \$ Éléments d'ajustement, après impôts sur le résultat Charges de dépréciation et de restructuration (1) Indemnités de départ 1 274 713 678 4 752 678 Autres charges de restructuration 2 712 610 78 4 554 3 679 3 986 1 323 756 9 306 4 357 Éléments liés aux regroupements d'entreprises Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis (2) 209 247 364 1 067 1 688 Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (3) 2 428 2 514 2 423 10 144 9 143 Autres frais liés aux regroupements d'entreprises (4) — — — 1 726 2 637 2 761 2 787 11 211 12 557 6 623 4 084 3 543 20 517 16 914 Résultat net ajusté 47 966 \$ 51 882 \$ 54 344 \$ 193 227 \$ 241 560 \$ Incidence sur le résultat dilué par action Résultat dilué par action comme présenté 0,90 \$ 1,05 \$ 1,13 \$ 3,77 \$ 5,10 \$ Éléments d'ajustement Charges de dépréciation et de restructuration 0,09 0,03 0,02 0,22 0,11 Éléments liés aux regroupements d'entreprises 0,06 0,07 0,07 0,27 0,30 0,15 0,10 0,08 0,49 0,41 Résultat dilué par action ajusté (5) 1,05 \$ 1,15 \$ 1,22 \$ 4,26 \$ 5,51 \$ (1) Les charges de restructuration découlent principalement de l'optimisation des activités des Cliniques financières ainsi que de la rationalisation connexe de certaines fonctions administratives et du siège social. Les charges de restructuration découlent également de la réorganisation des activités de courtage de détail et d'autres mesures prises afin d'améliorer l'efficacité de la Banque, comme il est indiqué à la rubrique « Perspectives », sous « Mesures d'efficacité ». Les charges de restructuration comprennent les indemnités de départ, les salaires, les provisions liées à la résiliation de contrats de location, les frais de communication et les honoraires professionnels. Les charges de restructuration sont incluses au poste Frais autres que d'intérêt. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2019, les indemnités de départ sont présentées déduction faite d'un gain sur compression de 4,8 millions \$ lié aux obligations au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi, ainsi que de reprises de provisions totalisant 3,5 millions \$. (2) L'amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis découle d'un profit non récurrent lié à l'acquisition d'une entreprise en 2012 et est inclus au poste Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis. (3) L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions découle d'acquisitions d'entreprises effectuées en 2016 et en 2017 et est inclus au poste Frais autres que d'intérêt. (4) Les autres frais liés aux regroupements d'entreprises découlent de l'acquisition et de l'intégration des entreprises acquises en 2016 et sont inclus au poste Frais autres que d'intérêt. (5) L'incidence par action des éléments d'ajustement peut différer en raison de l'arrondissement. Trimestre clos le 31 octobre 2019 comparativement au trimestre clos le 31 octobre 2018 Le résultat net s'est établi à 41,3 millions \$, ou un résultat dilué par action de 0,90 \$, pour le quatrième trimestre 2019, comparativement à un résultat net de 50,8 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,13 \$, pour le quatrième trimestre 2018. Le résultat net ajusté a été de 48,0 millions \$ pour le quatrième trimestre 2019, en baisse de 12 % par rapport au résultat net ajusté de 54,3 millions \$ pour le quatrième trimestre 2018, tandis que le résultat dilué par action ajusté s'est établi à 1,05 \$, un recul de 14 % par rapport au résultat dilué par action ajusté de 1,22 \$ au quatrième trimestre 2018. Le recul du résultat par action pour le quatrième trimestre 2019 est présenté de façon plus détaillée ci-dessous. Revenu total Le revenu total a diminué de 14,2 millions \$, ou 6 %, pour atteindre 241,6 millions \$ au quatrième trimestre 2019, comparativement à un revenu total de 255,9 millions \$ au quatrième trimestre 2018, du fait de la baisse des autres revenus. Le revenu net d'intérêt s'est établi à 173,2 millions \$ au quatrième trimestre 2019, un niveau conforme à celui du quatrième trimestre 2018. La marge nette d'intérêt en pourcentage de l'actif productif moyen s'est établie à 1,84 % au quatrième trimestre 2019, une hausse de 7 points de base par rapport à la marge du quatrième trimestre 2018 imputable à l'incidence combinée de l'amélioration de la composition du portefeuille de prêts, à une réduction des liquidités et à une amélioration de l'écart entre le taux préférentiel et le taux des acceptations bancaires. Les autres revenus ont reculé de 14,3 millions \$, pour atteindre 68,4 millions \$ au quatrième trimestre 2019, comparativement à 82,7 millions \$ au quatrième trimestre 2018. Les autres revenus du quatrième trimestre 2019 ont été touchés par la diminution des revenus tirés des marchés des capitaux, y compris une perte de 3,8 millions \$ découlant de la réévaluation des titres du portefeuille de négociation, tandis que les autres revenus du quatrième trimestre 2018 comprenaient des profits de 4,9 millions \$ sur les valeurs mobilières disponibles à la vente, qui ne s'appliquent plus du fait de l'adoption de l'IFRS 9, qui élimine des autres revenus les profits sur les titres de capitaux propres disponibles à la vente et a donné lieu à des modifications à la composition de nos portefeuilles. Les frais et commissions sur prêts et dépôts, y compris les commissions sur prêts, les frais de service et les revenus tirés des services de cartes ont également diminué de 3,0 millions \$, ce qui s'explique surtout par la baisse des commissions sur prêts compte tenu de l'évolution de la composition du portefeuille de prêts commerciaux en faveur des prêts à marge plus élevée. Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis Au quatrième trimestre 2019, le poste Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis s'est établi à 0,3 million \$, par rapport à 0,5 million \$ au quatrième trimestre 2018. Voir les états financiers consolidés pour de plus amples renseignements. Provisions pour pertes sur créances Les provisions pour pertes sur créances du quatrième trimestre 2019 ont totalisé 12,6 millions \$, comparativement aux provisions de 17,6 millions \$ au quatrième trimestre 2018. Au quatrième trimestre

2018, les pertes sur créances avaient subi l'incidence d'une perte de 10,0 millions \$ sur un seul prêt commercial syndiqué. Au quatrième trimestre 2019, les pertes sur créances ont subi l'incidence, en partie, de la hausse des pertes sur prêts personnels. Le niveau global des pertes est demeuré bas et est proportionnel à l'augmentation graduelle des prêts à marge plus élevée. Frais autres que d'intérêt Les frais autres que d'intérêt se sont élevés à 180,8 millions \$ au quatrième trimestre 2019, une augmentation de 4,4 millions \$ comparativement à ceux du quatrième trimestre 2018. Les frais autres que d'intérêt ajustés de 172,0 millions \$ au quatrième trimestre 2019 étaient relativement inchangés par rapport à ceux du quatrième trimestre 2018. Les salaires et avantages du personnel ont reculé de 3,0 millions \$, ou 3 %, en comparaison de ceux du quatrième trimestre 2018 pour s'établir à 84,8 millions \$ au quatrième trimestre 2019, en raison principalement de la baisse de la rémunération liée à la performance, d'un ajustement favorable des coûts des régimes de retraite et de la réduction de l'effectif. Les frais d'occupation de locaux et technologie ont augmenté de 0,7 million \$, ou 1 %, par rapport à ceux du quatrième trimestre 2018, pour s'établir à 49,0 millions \$ au quatrième trimestre 2019, ce qui s'explique essentiellement par la hausse des frais de technologie et par l'augmentation de la charge d'amortissement attribuable à l'achèvement de la phase 1 du programme de mise en œuvre du système bancaire central, contrebalancées en partie par la diminution des charges de loyer. Les autres frais autres que d'intérêt se sont élevés à 41,6 millions \$ au quatrième trimestre 2019, une hausse de 2,4 millions \$, ou 6 %, par rapport à ceux du quatrième trimestre 2018. Cette hausse était principalement attribuable à l'augmentation des dépenses de publicité et de développement des affaires étant donné que nous élaborons notre stratégie à l'appui du lancement de nos nouvelles solutions numériques. Les charges de restructuration se sont élevées à 5,4 millions \$ pour le quatrième trimestre 2019 et comprenaient essentiellement les charges liées à l'optimisation des activités des Cliniques financières et à la rationalisation de certaines fonctions administratives et du siège social. Les charges de restructuration pour le quatrième trimestre 2019 découlent également d'autres mesures visant à améliorer l'efficacité, comme il est précisé précédemment à la rubrique « Plan stratégique ». Ratio d'efficacité Au quatrième trimestre 2019, le ratio d'efficacité ajusté s'est établi à 71,2 %, par rapport à 67,2 % au quatrième trimestre 2018, ce qui s'explique principalement par la baisse des revenus. Le levier d'exploitation ajusté a également été négatif d'un exercice à l'autre. Le ratio d'efficacité comme présenté s'est établi à 74,8 % pour le quatrième trimestre 2019, par rapport à 69,0 % pour le quatrième trimestre 2018, essentiellement pour les mêmes raisons. Impôts sur le résultat Pour le trimestre clos le 31 octobre 2019, la charge d'impôts sur le résultat a été de 6,6 millions \$ et le taux d'imposition effectif, de 13,7 %. Ce taux d'imposition inférieur au taux prévu par la loi découle principalement de l'imposition réduite des revenus tirés des établissements à l'étranger et des retombées positives des investissements de la Banque dans des valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividendes non imposables. Pour le trimestre clos le 31 octobre 2018, la charge d'impôts sur le résultat a été de 10,5 millions \$ et le taux d'imposition effectif, de 17,2 %. Ce taux d'imposition inférieur au taux prévu par la loi découle des mêmes facteurs que ceux mentionnés précédemment. Trimestre clos le 31 octobre 2019 comparativement au trimestre clos le 31 juillet 2019 Le résultat net s'est établi à 41,3 millions \$, ou un résultat dilué par action de 0,90 \$, pour le quatrième trimestre 2019, comparativement à un résultat net de 47,8 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,05 \$, pour le troisième trimestre 2019. Le résultat net ajusté s'est établi à 48,0 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,05 \$, pour le quatrième trimestre 2019, comparativement à un résultat net ajusté de 51,9 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,15 \$, pour le troisième trimestre 2019. Le revenu total a diminué de 3,0 millions \$ pour atteindre 241,6 millions \$ au quatrième trimestre 2019, comparativement à un revenu total de 244,7 millions \$ au trimestre précédent. Le revenu net d'intérêt a diminué de 2,8 millions \$ séquentiellement, pour s'établir à 173,2 millions \$. Au troisième trimestre, les remboursements anticipés de prêts hypothécaires revêtant un caractère saisonnier avaient favorisé les résultats, tandis qu'au quatrième trimestre, la baisse des volumes de prêts moyens s'est répercutee sur les résultats. La marge nette d'intérêt s'est établie à 1,84 % au quatrième trimestre 2019, une baisse de 1 point de base par rapport à la marge du troisième trimestre 2019 attribuable au recul des remboursements anticipés de prêts hypothécaires. Les autres revenus se sont établis à 68,4 millions \$ pour le quatrième trimestre de 2019, un niveau comparable à celui de 68,6 millions \$ pour le trimestre précédent. Les autres revenus pour le quatrième trimestre 2019 tenaient compte d'une perte de 3,8 millions \$ découlant d'une réévaluation des titres du portefeuille de négociation, contrebalancée par l'amélioration globale des autres activités de courtage. Le poste Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis s'est établi à 0,3 million \$ au quatrième trimestre 2019, un niveau essentiellement inchangé par rapport à celui du troisième trimestre 2019. Les provisions pour pertes sur créances du quatrième trimestre 2019 ont totalisé 12,6 millions \$, une hausse de 0,5 million \$ comparativement aux provisions de 12,1 millions \$ au troisième trimestre 2019. Se reporter à la note 7, des états financiers consolidés annuels pour plus de renseignements. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 3,0 millions \$ pour se fixer à 180,8 millions \$ au quatrième trimestre 2019 en comparaison de 177,9 millions \$ au troisième trimestre 2019. Les frais autres que d'intérêt ajustés ont diminué de 0,6 million \$ pour se fixer à 172,0 millions \$ pour le trimestre considéré, comparativement à 172,6 millions \$ au troisième trimestre 2019. Les salaires et avantages du personnel ont diminué de 5,3 millions \$ du fait d'un l'ajustement favorable des coûts des

régimes de retraite et du recul saisonnier des charges salariales, ainsi que de la réduction de l'effectif. La diminution des salaires et avantages du personnel a été contrebalancée en partie par la hausse de 4,4 millions \$ des autres frais attribuable surtout à l'augmentation des dépenses de publicité et de développement des affaires à l'appui du lancement de nos nouvelles solutions numériques. Situation financière Au 31 octobre 2019, l'actif total s'élevait à 44,4 milliards \$, une diminution de 3 % par rapport à l'actif total de 45,9 milliards \$ au 31 octobre 2018. Cette diminution reflète principalement la baisse de 1,0 milliard \$ des liquidités, le nouvel environnement de relations de travail nous ayant permis de réduire les liquidités à la fin du deuxième trimestre. Les prêts commerciaux ont augmenté du fait de nos efforts visant à optimiser la répartition des fonds propres et de l'accent mis sur les prêts à rendement plus élevé. La baisse des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts personnels a également contribué à la diminution, comme il est précisé ci-après. Liquidités Les liquidités se composent de la trésorerie, des dépôts auprès de banques, des valeurs mobilières et des valeurs acquises en vertu de conventions de revente. Au 31 octobre 2019, ces actifs totalisaient 9,3 milliards \$, une baisse de 1,0 milliard \$ par rapport à 10,2 milliards \$ au 31 octobre 2018. Au cours de l'exercice, nous avons continué de gérer avec prudence le niveau de liquidités tandis que nous poursuivons nos diverses initiatives. La Banque dispose de sources de financement bien diversifiées, et le niveau actuel des liquidités est suffisant pour respecter ses obligations, dans des conditions tant normales qu'exceptionnelles. Prêts Les prêts et acceptations bancaires, déduction faite des provisions cumulatives, s'établissaient à 33,6 milliards \$ au 31 octobre 2019, en baisse de 0,7 milliard \$, ou 2 %, par rapport à ceux au 31 octobre 2018. Ceci est cohérent avec la poursuite de l'optimisation de la composition de notre portefeuille visant l'amélioration de la répartition des fonds propres et du rendement de l'actif pondéré en fonction des risques. Les variations sont expliquées plus en détail par les éléments décrits ci-après. Les prêts personnels s'établissaient à 4,7 milliards \$, soit une baisse de 0,7 milliard \$, ou 13 %, depuis le 31 octobre 2018, du fait principalement de la réduction continue du portefeuille de prêts à l'investissement qui reflète le comportement des consommateurs, lesquels tentent de diminuer leur endettement. Les prêts hypothécaires résidentiels s'établissaient à 16,0 milliards \$ au 31 octobre 2019, une baisse de 0,9 milliard \$, ou 6 %, d'un exercice à l'autre. Cette baisse reflète surtout une diminution graduelle de la souscription et l'accent mis sur les prêts commerciaux à rendement plus élevé afin d'optimiser l'allocation entre nos produits. La diminution a été contrebalancée en partie par l'acquisition des prêts hypothécaires consentis par des tiers dans le cadre de notre programme visant à optimiser le recours aux titres adossés à des créances hypothécaires (TACH) en vertu de la Loi nationale sur l'habitation (LNH). Les prêts commerciaux et acceptations totalisaient 13,0 milliards \$ au 31 octobre 2019, une augmentation de 8 % depuis le 31 octobre 2018. Cette augmentation est attribuable essentiellement aux volumes de financement d'inventaires par l'intermédiaire de NCF, ainsi qu'au financement d'équipement et aux prêts de financement immobilier. Au début de l'exercice, nous avons vendu des prêts commerciaux à rendement moins élevé totalisant 105 millions \$, ce qui a marqué la fin du réalignement de notre portefeuille de prêts commerciaux. Par conséquent, la valeur du portefeuille de prêts commerciaux a augmenté de 9 %, compte non tenu des ventes de prêts, depuis le 31 octobre 2018. Autres actifs Les autres actifs sont demeurés essentiellement inchangés par rapport au 31 octobre 2018, et totalisaient 1,5 milliard \$ au 31 octobre 2019. Ils comprenaient principalement les chèques et autres effets en transit, les logiciels et autres immobilisations incorporelles, les dérivés ainsi que le goodwill. Passif Les dépôts ont diminué de 2,4 milliards \$, ou 8 %, pour s'établir à 25,7 milliards \$ au 31 octobre 2019, en comparaison des dépôts de 28,0 milliards \$ au 31 octobre 2018, en raison surtout de la réduction des liquidités par suite de la ratification de la nouvelle convention collective au milieu de l'exercice, et de l'accroissement de notre financement au moyen de la titrisation. Les dépôts de particuliers totalisaient 19,7 milliards \$ au 31 octobre 2019, soit 1,2 milliard \$ de moins qu'au 31 octobre 2018, en raison de la diminution des dépôts à terme obtenus par l'intermédiaire du canal des conseillers et des courtiers. Les dépôts d'entreprises et autres ont diminué de 1,1 milliard \$ d'un exercice à l'autre pour s'établir à 5,9 milliards \$, principalement dans le segment du financement institutionnel. Les dépôts de particuliers représentaient 77 % du total des dépôts au 31 octobre 2019, par rapport à 75 % au 31 octobre 2018, et ont contribué à notre bonne situation en matière de liquidités. La dette liée aux activités de titrisation a augmenté de 1,1 milliard \$, ou 14 %, par rapport à celle au 31 octobre 2018, et s'établissait à 8,9 milliards \$ au 31 octobre 2019. Depuis le début de l'exercice, la titrisation de prêts hypothécaires par l'intermédiaire des programmes de la SCHL et du programme d'un tiers ainsi que la titrisation de créances au titre des contrats de location-financement et de prêts à l'investissement ont plus que contrebalancé l'échéance des passifs liés au programme des Obligations hypothécaires du Canada ainsi que les remboursements normaux. Pour obtenir de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique « Titrisation et arrangements hors bilan » de notre rapport annuel 2019. La dette subordonnée est demeurée essentiellement inchangée et s'est établie à 349,1 millions \$ au 31 octobre 2019, comparativement à 348,8 millions \$ au 31 octobre 2018. Capitaux propres et fonds propres réglementaires Les capitaux propres s'établissaient à 2 567,7 millions \$ au 31 octobre 2019, comparativement à 2 496,2 millions \$ au 31 octobre 2018. Au 1 er novembre 2018, l'adoption de l'IFRS 9 a donné lieu à une diminution nette de 7,7 millions \$ des capitaux propres. En 2019, les capitaux propres ont augmenté, essentiellement compte tenu de la contribution du résultat net, déduction faite

des dividendes déclarés, d'une hausse du cumul des autres éléments du résultat global liée aux couvertures de flux de trésorerie, ainsi que de l'émission d'actions ordinaires en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions. Pour de plus amples renseignements, voir l'état de la variation des capitaux propres consolidé. La valeur comptable par action ordinaire de la Banque a augmenté et s'établissait à 54,02 \$ au 31 octobre 2019, comparativement à 53,72 \$ au 31 octobre 2018. Au 31 octobre 2019, le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires s'établissait à 9,0 %, un niveau inchangé par rapport à l'exercice précédent. Ce niveau de fonds propres fournit à la Banque la flexibilité nécessaire pour stimuler la croissance interne et pour continuer d'investir dans la mise en œuvre de notre système bancaire central, le développement de nos solutions numériques et le projet d'adopter l'approche fondée sur les notations internes avancée en matière de risque de crédit. Au cours de l'exercice, nous avons continué à gérer les fonds propres, ainsi qu'à optimiser la composition des produits dans l'optique d'améliorer la rentabilité alors que nous redéployons les fonds propres. Modifications de méthodes comptables à venir L'International Accounting Standards Board (IASB) a publié de nouvelles normes et des modifications aux normes existantes relatives aux contrats de location, aux contrats d'assurance et aux avantages du personnel qui n'étaient pas encore en vigueur pour l'exercice clos le 31 octobre 2019. Ces modifications de normes comptables à venir s'appliquent pour la Banque à divers exercices ouverts à compter du 1 er novembre 2019. La note 4 des états financiers consolidés de même que la rubrique « Modifications de méthodes comptables à venir » de notre rapport annuel 2019 contiennent des renseignements supplémentaires sur les nouvelles normes et les modifications des normes existantes. Incidence de la transition à l'IFRS 16, Contrats de location Selon les estimations actuelles, l'adoption de l'IFRS 16 devrait se traduire par la comptabilisation d'actifs au titre de droits d'utilisation d'environ 138,6 millions \$, déduction faite des crédits reportés liés aux incitatifs à la location comptabilisés antérieurement, et d'obligations locatives d'environ 170,7 millions \$ au 1 er novembre 2019. La diminution des capitaux propres à la transition à l'IFRS 16 ne devrait pas dépasser 8,5 millions \$. En raison de l'adoption de l'IFRS 16, le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires devrait diminuer d'au plus 10 points de base. La direction en est à finaliser son analyse de l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers consolidés. États financiers consolidés résumés intermédiaires (non audités) Bilan consolidé En milliers de dollars canadiens (non audités) Au 31 octobre 2019 Au 31 octobre 2018 Actif Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès de banques 90 658 \$ 116 490 \$ Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques 322 897 374 237 Valeurs mobilières Disponibles à la vente s. o. 2 710 249 Détenues jusqu'à l'échéance s. o. 655 757 Détenues à des fins de transaction s. o. 2 695 138 6 299 936 6 061 144 Valeurs acquises en vertu de conventions de revente 2 538 285 3 652 498 Prêts Personnels 4 660 524 5 372 468 Hypothécaires résidentiels 16 039 680 16 986 338 Commerciaux 12 646 332 11 839 106 Engagements de clients en contrepartie d'acceptations 319 992 196 776 33 666 528 34 394 688 Provisions cumulatives pour pertes sur prêts (100 457) (93 026) 33 566 071 34 301 662 Autres Dérivés 143 816 94 285 Immobilisations corporelles 77 802 80 961 Logiciels et autres immobilisations incorporelles 391 162 367 345 Goodwill 116 649 116 617 Actif d'impôt différé 37 045 25 437 Autres actifs 768 806 704 007 1 535 280 1 388 652 44 353 127 \$ 45 894 683 \$ Passif et capitaux propres Dépôts Particuliers 19 747 260 \$ 20 995 453 \$ Entreprises, banques et autres 5 905 344 7 011 119 25 652 604 28 006 572 Autres Engagements au titre des valeurs vendues à découvert 2 618 147 3 008 666 Engagements au titre des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat 2 558 883 2 515 823 Acceptations 319 992 196 776 Dérivés 112 737 285 492 Passif d'impôt différé 53 102 19 081 Autres passifs 1 207 567 1 229 556 6 870 428 7 255 394 Dette liée aux activités de titrisation 8 913 333 7 787 753 Dette subordonnée 349 101 348 762 Capitaux propres Actions privilégiées 244 038 244 038 Actions ordinaires 1 139 193 1 115 416 Résultats non distribués 1 161 668 1 152 470 Cumul des autres éléments du résultat global 20 947 (15 990) Réserve pour rémunération fondée sur des actions 1 815 268 2 567 661 2 496 202 44 353 127 \$ 45 894 683 \$ État du résultat consolidé Pour les trimestres clos les Pour les exercices clos les En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité) 31 octobre 2019 31 juillet 2019 31 octobre 2018 31 octobre 2019 31 octobre 2018 Revenu d'intérêt Prêts 360 367 \$ 365 422 \$ 356 135 \$ 1 440 102 \$ 1 396 936 \$ Valeurs mobilières 18 318 18 887 18 681 76 562 62 035 Dépôts auprès d'autres banques 2 120 1 899 1 488 8 356 3 428 Autres, incluant les dérivés 6 551 7 465 8 276 31 362 28 384 387 356 393 673 384 580 1 556 382 1 490 783 Frais d'intérêt Dépôts 157 984 161 570 158 290 638 389 583 203 Dette liée aux activités de titrisation 44 961 43 535 42 449 172 419 166 077 Dette subordonnée 3 835 3 835 3 835 15 214 15 214 Autres, incluant les dérivés 7 371 8 691 6 854 43 949 20 377 214 151 217 631 211 428 869 971 784 871 Revenu net d'intérêt 173 205 176 042 173 152 686 411 705 912 Autres revenus Commissions sur prêts 16 630 15 499 18 654 61 459 66 540 Frais de service 10 109 10 973 11 154 42 033 48 972 Revenus tirés des services de cartes 7 855 8 351 7 821 33 238 33 785 Frais et commissions de courtage en valeurs mobilières (1) 11 919 10 330 13 438 43 892 51 388 Commissions sur la vente de fonds communs de placement 10 706 10 749 11 630 42 892 47 609 Frais tirés des comptes d'investissement 4 593 4 378 4 508 18 231 20 146 Revenus d'assurance, montant net 3 334 3 270 3 701 13 941 15 273 Revenus tirés des instruments financiers (1) (584) 1 910 8 992 12 460 32 687 Autres 3 871 3 151 2 807 13 953 21 098 68 433 68 611 82 705 282 099 337 498 Revenu total 241 638 244 653 255 857 968 510 1 043 410 Amortissement de

la prime nette sur les instruments financiers acquis 284 336 495 1 452 2 296 Provisions pour pertes sur créances 12 600 12 100 17 600 44 400 44 000 Frais autres que d'intérêt Salaires et avantages du personnel 84 755 90 078 87 800 357 396 366 022 Frais d'occupation de locaux et technologie 49 017 48 705 48 358 197 351 192 377 Autres 41 625 37 273 39 247 159 067 150 081 Charges de restructuration 5 431 1 802 1 032 12 679 5 944 Frais liés aux regroupements d'entreprises et autres — — — 2 357 180 828 177 858 176 437 726 493 716 781 Résultat avant impôts sur le résultat 47 926 54 359 61 325 196 165 280 333 Impôts sur le résultat 6 583 6 561 10 524 23 455 55 687 Résultat net 41 343 \$ 47 798 \$ 50 801 \$ 172 710 \$ 224 646 \$ Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes 3 196 3 257 3 253 12 966 14 038 Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires 38 147 \$ 44 541 \$ 47 548 \$ 159 744 \$ 210 608 \$ Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers) De base 42 518 42 370 42 023 42 310 41 280 Dilué 42 583 42 429 42 023 42 356 41 280 Résultat par action De base 0,90 \$ 1,05 \$ 1,13 \$ 3,78 \$ 5,10 \$ Dilué 0,90 \$ 1,05 \$ 1,13 \$ 3,77 \$ 5,10 \$ Dividendes déclarés par action Actions ordinaires 0,66 \$ 0,66 \$ 0,64 \$ 2,62 \$ 2,54 \$ Actions privilégiées — série 11 — \$ — \$ — \$ 0,25 \$ Actions privilégiées — série 13 0,26 \$ 0,27 \$ 0,27 \$ 1,06 \$ 1,08 \$ Actions privilégiées — série 15 0,37 \$ 0,37 \$ 0,37 \$ 1,46 \$ 1,46 \$ (1) Les chiffres comparatifs ont été reclassés pour rendre leur présentation conforme à celle de l'exercice considéré. État du résultat global consolidé Pour les trimestres clos les Pour les exercices clos les En milliers de dollars canadiens (non audité) 31 octobre 2019 31 juillet 2019 31 octobre 2018 31 octobre 2019 31 octobre 2018 Résultat net 41 343 \$ 47 798 \$ 50 801 \$ 172 710 \$ 224 646 \$ Autres éléments du résultat global, après impôts sur le résultat Éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés à l'état du résultat Variation nette des titres d'emprunt à la JVAERG Profits latents nets (pertes latentes nettes) sur les titres d'emprunt à la JVAERG (114) 276 s. o. 2 327 s. o. Reclassement en résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les titres d'emprunt à la JVAERG 115 (392) s. o. (378) s. o. 1 (116) s. o. 1 949 s. o. Variation nette des valeurs mobilières disponibles à la vente Pertes latentes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente s. o. s. o. (4 797) s. o. (7 672) Reclassement en résultat net des profits nets sur les valeurs mobilières disponibles à la vente s. o. s. o. (3 144) s. o. (5 206) s. o. s. o. (7 941) s. o. (12 878) Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie (1 764) (274) (5 191) 33 293 (4 951) Écarts de conversion, montant net Profits de change latents (pertes de change latentes) sur les investissements dans des établissements à l'étranger, montant net (432) (6 007) 4 404 445 9 012 Pertes latentes nettes sur les couvertures des investissements dans des établissements à l'étranger, montant net (242) 1 438 (3 341) (5 158) (6 677) (674) (4 569) 1 063 (4 713) 2 335 (2 437) (4 959) (12 069) 30 529 (15 494) Éléments qui ne peuvent ultérieurement être reclassés à l'état du résultat Profits (pertes) à la réévaluation des régimes d'avantages du personnel (3 938) (6 498) 58 (7 311) 13 023 Pertes nettes sur les titres de capitaux propres désignés à la JVAERG (3 338) (3 342) s. o. (18 411) s. o. (7 276) (9 840) 58 (25 722) 13 023 Total des autres éléments du résultat global, après impôts sur le résultat (9 713) (14 799) (12 011) 4 807 (2 471) Résultat global 31 630 \$ 32 999 \$ 38 790 \$ 177 517 \$ 222 175 \$ Impôts sur le résultat — Autres éléments du résultat global Les impôts sur le résultat (le recouvrement) liés à chaque composante des autres éléments du résultat global sont présentés dans le tableau suivant. Pour les trimestres clos les Pour les exercices clos les En milliers de dollars canadiens (non audité) 31 octobre 2019 31 juillet 2019 31 octobre 2018 31 octobre 2019 31 octobre 2018 Variation nette des titres d'emprunt à la JVAERG Profits latents nets (pertes latentes nettes) sur les titres d'emprunt à la JVAERG 140 \$ (42) \$ s. o. 846 \$ s. o. Reclassement en résultat net des profits nets sur les titres d'emprunt à la JVAERG (137) — s. o. (137) s. o. 3 (42) s. o. 709 s. o. Variation nette des valeurs mobilières disponibles à la vente Pertes latentes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente s. o. s. o. (1 670) \$ s. o. (2 584) \$ Reclassement en résultat net des profits nets sur les valeurs mobilières disponibles à la vente s. o. s. o. (1 732) s. o. (2 436) s. o. s. o. (3 402) s. o. (5 020) Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie (639) (103) (1 877) 12 034 (1 793) Écarts de conversion, montant net Pertes latentes sur les couvertures des investissements dans des établissements à l'étranger, montant net 142 (298) — — Réévaluation des profits (pertes) sur les régimes d'avantages du personnel (1 443) (2 355) 22 (2 666) 4 740 Pertes nettes sur les titres de capitaux propres désignés à la JVAERG (1 181) (1 212) — (6 648) — (3 118) \$ (4 010) \$ (5 257) \$ 3 429\$ (2 073) \$ État de la variation des capitaux propres consolidé Pour l'exercice clos le 31 octobre 2019 Cumul des autres éléments du résultat global Total des capitaux propres (En milliers de dollars canadiens) Actions privilégiées Actions ordinaires Résultats non distribués Titres d'emprunt à la JVAERG Valeurs mobilières disponibles à la vente Couvertures de flux de trésorerie Conversion des établissements à l'étranger Total Réserve pour rémunération fondée sur des actions Solde au 31 octobre 2018 244 038 \$ 1 115 416 \$ 1 152 470 \$ — \$ (8 029) \$ (12 244) \$ 4 283 \$ (15 990) \$ 268 \$ 2 496 202\$ Incidence de l'adoption de nouvelles normes comptables (14 087) (1 621) 8 029 6 408 (7 679) Solde au 1 er novembre 2018 244 038 1 115 416 1 138 383 (1 621) — (12 244) 4 283 (9 582) 268 2 488 523 Résultat net 172 710 172 710 Autres éléments du résultat global (après impôts sur le résultat) Profits latents nets sur les titres d'emprunt à la JVAERG 2 327 2 327 2 327 Reclassement en résultat net des profits nets sur les titres d'emprunt à la JVAERG (378) (378) Variation nette de la 33 293 33 293 33 293 valeur des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie Profits de change latents sur les investissements dans des établissements à l'étranger, montant net 445 445 445 Pertes sur les

couvertures des investissements dans des établissements à l'étranger, montant net (5 158) (5 158) (5 158) Pertes à la réévaluation des régimes d'avantages du personnel (7 311) (7 311) Pertes nettes sur les titres de capitaux propres désignés à la JVAERG (18 411) (18 411) Résultat global 146 988 1 949 s. o. 33 293 (4 713) 30 529 177 517 Émission d'actions 23 777 23 777 Rémunération fondée sur des actions 1 547 1 547 Dividendes Actions privilégiées, y compris les impôts connexes (12 966) (12 966) Actions ordinaires (110 737) (110 737) Solde au 31 octobre 2019 244 038 \$1 139 193 \$1 161 668 \$ 328 \$ s. o. 21 049 \$ (430) \$ 20 947 \$ 1 815 \$ 2 567 661 \$ Pour l'exercice clos le 31 octobre 2018 Cumul des autres éléments du résultat global Total des capitaux propres (En milliers de dollars canadiens) Actions privilégiées Actions ordinaires Résultats non distribués Valeurs mobilières disponibles à la vente Couvertures de flux de trésorerie Conversion des établissements à l'étranger Total Réserve pour rémunération fondée sur des actions Solde au 31 octobre 2017 341 600 \$ 953 536 \$1 035 770 \$ 4 849 \$ (7 293) \$ 1 948 \$ (496) \$ — \$ 2 330 410 \$ Résultat net 224 646 224 646 Autres éléments du résultat global (après impôts sur le résultat) Pertes latentes nettes sur les (7 672) (7 672) (7 672) valeurs mobilières disponibles à la vente Reclassement en résultat net des profits nets sur les valeurs mobilières disponibles à la vente (5 206) (5 206) (5 206) Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie (4 951) (4 951) (4 951) Profits de change latents sur les investissements dans des établissements à l'étranger, montant net 9 012 9 012 9 012 Pertes latentes sur les couvertures des investissements dans des établissements à l'étranger, montant net (6 677) (6 677) (6 677) Profits à la réévaluation des régimes d'avantages du personnel 13 023 13 023 Résultat global 237 669 (12 878) (4 951) 2 335 (15 494) 222 175 Émission d'actions 161 880 161 880 Rachat d'actions (97 562) (2 438) (100 000) Rémunération fondée sur des actions 268 268 Dividendes Actions privilégiées, y compris les impôts connexes (14 038) (14 038) Actions ordinaires (104 493) (104 493) Solde au 31 octobre 2018 244 038 \$1 115 416 \$1 152 470 \$ (8 029) \$ (12 244) \$ 4 283 \$ (15 990) \$ 268 \$ 2 496 202 \$

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Dans ce document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou dans d'autres communications, nous pouvons, à l'occasion, formuler des énoncés prospectifs, écrits ou oraux, au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières. Ces énoncés prospectifs peuvent inclure, notamment, des énoncés relatifs à notre plan d'affaires et à nos objectifs financiers, y compris des énoncés présentés à la rubrique « Perspectives » de notre rapport annuel 2019. Les énoncés prospectifs formulés dans ce document sont destinés à aider les lecteurs à mieux comprendre notre situation financière et les résultats de nos activités aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et pourraient ne pas être adéquats à d'autres fins. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de mots ou d'expressions tels que « croire », « estimer », « prévoir », « projeter », « escompter », « anticiper », « planifier », « objectif », « cible », « pouvoir », « avoir l'intention de » ou la forme négative ou des variantes de tels termes, ou d'une terminologie similaire. Du fait de leur nature, ces énoncés prospectifs nécessitent que nous posions des hypothèses et sont soumis à un certain nombre de risques et d'incertitudes d'ordre général et spécifique. Il existe un risque important que les prédictions, prévisions, projections ou conclusions soient inexactes, que nos hypothèses soient erronées, et que les résultats réels diffèrent de façon significative des prédictions, prévisions, projections ou conclusions. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment aux énoncés prospectifs, car certains facteurs, dont bon nombre échappent à notre contrôle et dont les effets peuvent être difficiles à prévoir, pourraient faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de façon significative des cibles, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces énoncés prospectifs. Les résultats futurs ayant trait aux énoncés prospectifs peuvent être touchés par de nombreux facteurs, notamment : la conjoncture économique et les conditions des marchés en général; les changements des politiques monétaire, budgétaire et économique; les variations des taux de change et d'intérêt; l'évolution des lois et de la réglementation, y compris de la législation fiscale et de son interprétation; les estimations comptables critiques et l'incidence des changements apportés aux normes, règles et interprétations comptables sur ces estimations; les changements à l'égard de la concurrence; les modifications apportées aux notes de crédit; la rareté des ressources humaines; l'évolution des relations de travail; la technologie informatique et la cybersécurité; l'évolution de l'environnement technologique; le risque environnemental, y compris les changements concernant la politique environnementale et les effets des changements climatiques à l'échelle mondiale; l'incidence possible des conflits mondiaux et d'actes de terrorisme, des catastrophes naturelles, des urgences en matière de santé publique, des perturbations occasionnées aux infrastructures des services publics et de toute autre catastrophe; notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, y compris la réorganisation de nos succursales de services aux particuliers, la modernisation de notre système bancaire central et la mise en œuvre de l'approche fondée sur les notations internes avancée en matière de risque de crédit, de même que notre capacité de prévoir et de gérer efficacement les risques découlant des facteurs qui précèdent. Enfin, nous prévenons le lecteur que la liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et d'autres

risques pourraient avoir une incidence négative sur nos résultats. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses qui pourraient faire en sorte que nos résultats réels diffèrent des attentes exprimées, les personnes intéressées sont priées de consulter la rubrique « Appétit pour le risque et cadre de gestion des risques » de notre rapport annuel 2019 et les autres documents publics déposés et disponibles sur le site www.sedar.com. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour les énoncés prospectifs, écrits ou oraux, formulés par nous ou en notre nom, sauf dans la mesure où la réglementation des valeurs mobilières l'exige.

Accès aux documents traitant des résultats trimestriels

Les investisseurs, les médias et autres qui le souhaitent peuvent consulter le présent communiqué sur notre site Web à l'adresse www.blcgf.ca, sous l'onglet Salle de presse, et notre rapport aux actionnaires, notre présentation aux investisseurs et les informations additionnelles sous l'onglet Centre de l'investisseur, Résultats financiers.

Conférence téléphonique

Banque Laurentienne Groupe Financier invite les représentants des médias et le public à participer à la conférence téléphonique qui se tiendra à 10 h, heure de l'Est, le 4 décembre 2019. Le numéro de téléphone sans frais 1-800-239-9838, code 7408149, permet d'écouter cette conférence en direct, en mode écoute seulement. Une webémission sera également disponible sur le site Web du Groupe, sous l'onglet Centre de l'investisseur, Résultats financiers. L'enregistrement de cette conférence téléphonique sera disponible en différé le 4 décembre 2019, à compter de 13 h, jusqu'à 13 h, le 3 janvier 2020, sur notre site Web, sous l'onglet Centre de l'investisseur, Résultats financiers. Les documents dont il est fait mention au cours de la conférence seront disponibles sur notre site Web, sous l'onglet Centre de l'investisseur, Résultats financiers.

Personnes-ressources

Relations avec les investisseurs Relations médias Susan Cohen Directrice, Relations avec les investisseurs Bureau : 514 284-4500, poste 40452 Cellulaire : 514 970-0564 susan.cohen@blcgf.ca
Hélène Soulard Vice-présidente adjointe, Communications Bureau : 514 284-4500, poste 40015 Cellulaire : 514 926-3295 helene.soulard@blcgf.ca

À propos de Banque Laurentienne Groupe Financier

Fondé en 1846, Banque Laurentienne Groupe Financier est un fournisseur de services financiers diversifiés dont la mission est d'aider ses clients à améliorer leur santé financière. La Banque Laurentienne du Canada et ses entités sont collectivement désignées sous le nom de Banque Laurentienne Groupe Financier (le « Groupe » ou la « Banque »). Le Groupe emploie plus de 3 200 personnes guidées par les valeurs de proximité, de simplicité et d'honnêteté et offre à ses clients particuliers, commerciaux et institutionnels un vaste éventail de solutions et de services axés sur les conseils. Grâce à ses activités panafricaines et à sa présence aux États-Unis, le Groupe est un important joueur dans de nombreux segments de marché. Le Groupe gère un actif au bilan de 44 milliards \$, de même que des actifs administrés de 29 milliards \$.